

Communication sur le progrès 2010

Dans la continuité des valeurs défendues par VINCI et en conformité avec sa politique en faveur du développement durable, VINCI a adhéré en avril 2003 aux principes du Pacte Mondial (Global Compact). Au-delà du respect strict de la législation, VINCI s'est engagé, sur la base d'une démarche volontaire à respecter les 10 principes du Global Compact, initiative de l'ONU, et à communiquer chaque année les initiatives prises.

En 2010, VINCI souhaite renouveler via son Président directeur général Xavier Huillard et son Comité Exécutif son engagement aux principes du Pacte Mondial.

Nos engagements		
	Réalisé en 2009	Objectifs 2010
Gouvernance		
<ul style="list-style-type: none"> - Diffuser les valeurs et règles de comportements. - Introduire des critères extra-financiers dans les rémunérations variables. 	<ul style="list-style-type: none"> - Formalisation de la charte éthique de VINCI. 	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer les analyses extra-financières dans les comités du Conseil d'administration.
Ressources humaines		
Emploi <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la création d'emplois durables. 	<ul style="list-style-type: none"> - 15 022 personnes recrutées en CDI dans le monde. - 5 985 personnes recrutées en CDI en France. 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir la politique d'emplois durables. - Internationaliser le recrutement.
Formation <ul style="list-style-type: none"> - Anticiper les besoins d'évolution des compétences. - Proposer un projet de formation à chacun. 	<ul style="list-style-type: none"> - 91 accords GPEC signés dans l'année. - 3 002 495 heures de formation en 2009, soit plus de 18 heures par salarié. 	<ul style="list-style-type: none"> - Internationaliser les pratiques et les diffuser.
Santé et sécurité au travail <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la sécurité de chaque collaborateur. 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de fréquence VINCI : 10,49. - Taux de gravité VINCI : 0,67. - Taux de fréquence intérimaires : 19,87. 	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer les intérimaires et les sous-traitants dans les campagnes de prévention. - Améliorer le partage des bonnes pratiques.
Égalité des chances <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la diversité. 	<ul style="list-style-type: none"> - 10 902 heures de formation à la diversité. - 40 filiales auditées par un corps composé de 9 auditeurs internes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre les audits de suivi. - Internationaliser le management de la diversité.
Rémunérations et avantages <ul style="list-style-type: none"> - Partager les fruits de la croissance. 	<ul style="list-style-type: none"> - 60 % des salariés dans le monde sont actionnaires. - Les salariés détiennent collectivement 9,2 % du capital. - En France, 95 % des salariés sont couverts par des accords de participation et/ou d'intéressement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer l'actionnariat salarié partout où la loi le permet. - Vérifier les niveaux de traitement des rémunérations à l'international, eu égard au pouvoir d'achat, aux régimes de santé, retraite, chômage, etc.
Engagement citoyen		
<ul style="list-style-type: none"> - Encourager les initiatives solidaires des salariés à travers la Fondation VINCI. - Développer les solidarités. 	<ul style="list-style-type: none"> - 120 projets aidés par la Fondation VINCI, pour un montant de 2 millions d'euros, et 192 parrains impliqués. - Développement des outils de parrainage. - Internationalisation en République tchèque et en Allemagne. - Revue de la politique sociale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer l'ancrage territorial de la Fondation. - Développer de nouvelles pistes de solidarité. - Concevoir un projet social international et initier sa mise en œuvre.
Relations clients-fournisseurs		
<ul style="list-style-type: none"> - Associer les partenaires de la chaîne de valeur. 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des formations « achats et développement durable ». - Intégration des clauses sociales et environnementales dans les contrats-cadres VINCI. - Propositions de variantes environnementales dans les réponses aux appels d'offres. 	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer dans les formations achats les aspects sociétaux, notamment le respect des droits humains fondamentaux.
Environnement		
<ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'impact de nos activités sur l'environnement. - Lutter contre les changements climatiques. - Améliorer l'efficacité énergétique. - Limiter le recours aux ressources naturelles. - Biodiversité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Généralisation des chantiers propres. - Première génération d'éco-autoroutes. - Consolidation du reporting environnemental (taux de couverture : 91 % du chiffre d'affaires). - 3^e édition du bilan CO₂ VINCI : 2,15 millions de tonnes émises (scopes 1 et 2). - Conception d'un outil global d'écocomparaison pour les ensembles complexes. - Développement des formations à la maîtrise de l'énergie et des clubs EnR (éolien, photovoltaïque). - 7,4 millions de tonnes de produits recyclés. - Présentation publique des pratiques « biodiversité ». 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre les engagements du « paquet vert autoroutier ». - Quantifier les émissions en scopes 3 et 3+. - Intégrer les paramètres climat-énergie dans les simulations économiques de long terme. - Poursuivre l'analyse des pratiques communes avec les organisations environnementales.
R&D, innovation		
<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer l'exigence technologique. - Développer la R&D sur l'écoconception et la ville durable. - Promouvoir les innovations des collaborateurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - 72 programmes de recherche en cours. - 32,5 millions d'euros de budget R&D. - 186 chercheurs. - Lancement de 12 sujets de recherche associant des référents VINCI à la chaire ParisTech. - Séminaire de la Fabrique de la Cité sur les éco-quartiers. - Création du club pivot Territoires. - 1 443 projets déposés au Prix de l'Innovation VINCI 2009, 109 projets primés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Lancer de nouveaux projets de recherche transversaux. - Mettre en cohérence des outils scientifiques sur la ville et les territoires urbains. - Développer des travaux de recherche et d'enseignement sur l'écoconception des ensembles bâtis et des infrastructures. - Renforcer la valorisation technologique des innovations et leur diffusion.

Depuis 2007, les 10 principes du Global Compact sont mentionnés en toutes lettres dans l'ensemble des contrats-cadres du Groupe. Une clause spécifique engage le fournisseur signataire à alerter VINCI en cas de non-respect par l'une de ses filiales de l'un des 10 principes (aucune alerte en 2009) et à faire part à VINCI des bonnes pratiques qu'il a mises en œuvre pour assurer leur promotion. En 2010, aucun fournisseur n'a refusé de signer cette clause. Graduellement, les directions Achats des pôles de métiers et des filiales intègrent cette clause dans leurs contrats respectifs.

En complément de ce socle commun, des « briques » sont ajoutées selon les problématiques spécifiques de certains marchés fournisseurs. Ainsi, en cohérence avec son engagement fort pour l'égalité des chances, VINCI a approché dès 2007 les sociétés d'intérim référencées en vue d'insérer dans leur contrat-cadre une clause abordant la lutte contre la discrimination. Chacun des signataires s'engage à faire état d'éventuels cas de discrimination avérée ou ressentie. Sur le 62 000 contrats d'intérim signés en 2009, aucune alerte n'a été signalée.

Droits de l'homme :

1. Soutenir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans sa sphère d'influence

En 2010, en complément des directives du Directeur Général, VINCI s'est doté d'une charte éthique et bons comportements qui s'articule autour de trois parties : nos convictions, nos engagements et nos règles. Cette charte est à destination des managers du Groupe et traite des comportements en terme environnementaux sociaux et économiques..

En 2010, VINCI a initié un travail de réflexion sur l'indexation de la part variable des rémunérations sur des critères extra-financiers dont notamment les droits de l'Homme.

En 2008, année qui célèbre les 60 ans de la déclaration universelle des droits de l'homme, M. Xavier Huillard, Président directeur général de VINCI , a renouvelé formellement son engagement à respecter les droits de l'homme auprès des Nations-Unies en signant la déclaration publiée le 10 décembre 2008 par l'ONU dans le Financial Times.

2. S'assurer que ses sociétés ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme

Les sociétés de VINCI sont, par tradition et par culture, particulièrement respectueuses des droits de l'homme et suivent en cela les grands principes de la charte des Nations unies. La signature volontaire du Global Compact en est une illustration manifeste, notamment pour les interventions dans des pays où le risque de non-respect est important. En 2010, VINCI a réactualisé sa cartographie du risque social, principalement sur les points suivants : l'indice de perception de la corruption établi par l'ONG Transparency International ; le travail des enfants, à partir des indicateurs de l'Unesco ; le respect des droits de l'homme, à partir d'indicateurs comme le respect de la liberté d'expression, le droit d'association, d'éducation et de religion.

VINCI met par ailleurs l'accent sur le droit à la santé en poursuivant une politique active de prévention du sida dans les pays d'Afrique où le Groupe est présent.

Normes du travail

Les entreprises du groupe VINCI suivent les principes des normes du travail de l'OIT.

Le dispositif de formation de VINCI conjugue une organisation décentralisée et une volonté forte de développer les synergies au sein du Groupe. Chaque pôle a développé ses centres de formation interne, proposant des formations adaptées à ses métiers et à ses besoins. En 2009, dix-huit heures de formation en moyenne par salarié ont été dispensées aux salariés des différentes filiales, soit une progression de 38 % en cinq ans. L'investissement en formation a représenté en 2009 plus de 142 millions d'euros, prioritairement orienté vers la prévention-sécurité. L'accent a aussi été mis en 2009 sur l'internationalisation des formations. L'Académie VINCI Energies a lancé depuis quatre ans une politique de développement de formations sur mesure pour ses collaborateurs européens. Aujourd'hui, près d'une vingtaine de formations sont déployées à l'international et pilotées localement.

Développement des centres de formation interne

Centre de formation	Pôle	Nombre d'heures de formation	Nombre de stagiaires en formation
Cesame/VINCI Construction France	Construction	354 607	17 839
Centre Eugène Freyssinet	Construction	3 429	164
École VINCI Park	Concessions	23 627	1 877
Parcours ASF	Concessions	69 574	9 519
Campus Cofiroute	Concessions	35 806	3 274
Centre de formation aux techniques routières/Eurovia	Routes	116 912	3 033
Académie VINCI Energies	Énergies	78 139	4 358
Total		682 094	40 064

Évolution et répartition des heures de formation

	2009				2008	2009/2008
	Managers	Non-managers		Total	Total	Évolution
Formation métier	169 220	1 215 144	46 %	1 384 364	1 312 341	5 %
Sécurité-environnement	98 433	769 766	29 %	868 199	930 628	(7 %)
Management	86 557	100 534	6 %	187 091	197 748	(5 %)
Informatique	48 800	99 666	5 %	148 466	113 167	31 %
Administration/Comptabilité/Gestion/Juridique	57 199	95 264	5 %	152 463	143 187	6 %
Langues	52 657	68 818	4 %	121 475	112 798	8 %
Formation diversité	2 628	8 274	1 %	10 902	7 750	41 %
Autres	27 067	102 468	4 %	129 535	299 124	(57 %)
Total	542 561	2 459 934	100 %	3 002 495	3 116 743	(4 %)
Nombre d'heures de formation par salarié	22	18		18	19	

3. Faire respecter la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit aux négociations collectives.

Au cours de l'année 2010, un accord Groupe en faveur de la promotion du dialogue social avec les partenaires sociaux sera signé (second semestre). Les clauses de cet accord porteront principalement sur les trois thématiques suivantes : social, sociétal et environnemental.

La politique de dialogue social de VINCI traduit le respect de plusieurs principes fondateurs : l'attachement à la reconnaissance du fait syndical au sein du Groupe, la décentralisation, la recherche d'un équilibre permanent entre l'engagement syndical et le maintien d'un lien étroit avec l'activité professionnelle, la volonté de faciliter la communication et la tenue de réunions pour les représentants des organisations syndicales et des instances représentatives du personnel, la volonté de développer l'information et la formation des représentants du personnel et des représentants syndicaux en les associant à la mise en œuvre des grandes actions menées par le Groupe (santé, sécurité au travail, développement durable, mixité professionnelle, politique handicap, etc.).

Localement, les instances représentatives du personnel contribuent notamment avec les instances en charge d'hygiène, de santé/sécurité et des conditions de travail à la qualité du dialogue social. En complément des instances représentatives du personnel relevant des entreprises, certaines instances spécifiques en fonction des cas et des spécificités nationales ont été créées. En France, par exemple, le comité de Groupe est constitué de représentants issus de plus de 50 entités et se réunit au minimum deux fois par an. Il reçoit des informations sur l'activité, la situation financière, l'évolution et les prévisions de l'emploi, ainsi que les actions de prévention concernant le Groupe et ses entreprises. Tenu informé des perspectives économiques de VINCI pour l'année à venir, il dispose des comptes et du bilan consolidé du Groupe ainsi que des rapports des commissaires aux comptes correspondants. Il est informé, avant toute décision, des projets d'importance significative concernant le périmètre, les structures juridiques ou financières du Groupe – et de leurs éventuelles conséquences sur l'emploi. Les échanges au sein de ces différentes instances locales ou nationales sont relayés, au niveau national à l'échelle européenne, par le comité d'entreprise européen.

Le comité d'entreprise européen, en cours de renouvellement, est constitué de représentants issus de 13 pays dans lesquels le Groupe est implanté : France, Royaume-Uni, Autriche, Belgique, République tchèque, Allemagne, Espagne, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, Suède, Slovaquie et Portugal. Il se réunit une fois par an.

Toutes les sociétés du Groupe respectent les législations en vigueur dans les pays où elles interviennent. Les dirigeants opérationnels sont accompagnés par les responsables des ressources humaines, qui leur proposent les solutions les plus adaptées aux contextes locaux et aux exigences de VINCI en matière de respect des libertés syndicales. L'activité du Groupe s'exerçant à près de 90 % en Europe, le comité d'entreprise européen est le principal garant de l'expression de la liberté syndicale des salariés.

Les accords collectifs négociés et signés au sein des entreprises qui composent le Groupe sont la traduction concrète d'une politique de ressources humaines décentralisée prenant en compte la réalité du terrain et visant notamment à améliorer les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ainsi que l'organisation du temps de travail. En 2009, 1 650 accords collectifs ont été conclus.

En 2009, 1 650 accords collectifs ont été conclu (progression de 12 % par rapport à 2008) dont:

- 584 concernant les rémunérations,
- 97 concernant la protection sociale
- 67 concernant les droits syndicaux
- 166 concernant l'aménagement et l'organisation du temps de travail
- 42 concernant la formation
- 91 concernant la gestion prévisionnelle des emplois
- 284 concernant la diversité et l'égalité des chances
- 26 concernant les retraites
- 232 concernant la prévention/sécurité
- 61 concernant d'autres sujets

4. Eliminer toutes les formes de travail forcé ou obligatoire

Toutes les sociétés du Groupe respectent les législations en vigueur dans les pays où elles interviennent. Les dirigeants opérationnels sont accompagnés par les responsables des ressources humaines, qui leur proposent les solutions les plus adaptées aux contextes locaux et aux exigences de VINCI en matière de respect des normes du travail.

5. Assurer l'abolition effective du travail des enfants

Toutes les sociétés du Groupe respectent les législations en vigueur dans les pays où elles interviennent. Les dirigeants opérationnels sont accompagnés par les responsables des ressources humaines, qui leur proposent les solutions les plus adaptées aux contextes locaux et aux exigences de VINCI en matière de respect des normes du travail.

6. Eliminer la discrimination dans le travail et les professions

En accord avec l'engagement du directeur général dans le Manifeste publié en 2006, VINCI a fait réaliser pour la troisième année de suite, en 2009, un audit par Vigeo Group, un organisme indépendant, sur sa politique de diversité et d'égalité des chances. Depuis trois ans, cet audit a concerné 120 filiales, dont plus de 20 % hors France, et s'est attaché à établir une cartographie des performances sur les politiques, le déploiement et les résultats selon quatre thématiques : femmes, personnes handicapées, personnes issues de l'immigration et seniors. Les résultats 2009 sont proches de ceux des années 2007 et 2008, et une amélioration des pratiques est constatée. Pour suivre dans la durée les évolutions qualitatives prises par les 120 filiales auditées en trois ans, un corps d'auditeurs interne a été formé. Les suivis d'audit ont concerné les filiales qui ont été auditées en 2007 et 2008. Conformément aux engagements du Groupe, les résultats seront publiés et communiqués à l'ensemble des salariés.

En 2009, l'audit diversité a porté sur 40 nouvelles filiales en France et à l'international. Plus de 840 personnes ont été interviewées, dont 15 % des instances représentatives du personnel et des organisations syndicales.

Résultats:

Évolution globale au niveau du Groupe	2007				2008				2009			
	P	D	R	Note	P	D	R	Note	P	D	R	Note
Femmes	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Personnes handicapées	3	2	2	2 +	3	2	2	2 +	4	2	2	3 -
Personnes issues de l'immigration	3	2	2	2 +	3	2	2	2 +	3	2	2	2 +
Seniors	3	2	3	3 -	3	2	3	3 -	3	2	3	3 -

P : Politique - D : Déploiement - R : Résultats

En 2010, VINCI a mené des réflexions afin de renforcer la démarche diversité au sein du Groupe. Les résultats de ces réflexions sont les suivants :

Dans une démarche de co-construction et de pilotage participatif, le projet diversité sera redéfini, en gardant le Manifeste, mais en se fixant un plan d'action sur la durée avec des objectifs précis, des moyens, des résultats attendus et un tableau de bord pertinent (indicateurs faciles à relever et signifiants).

Le comité Égalité des chances sera transformé en comité égalité en Club Pivot, avec des membres RH et opérationnels, pour en faire une véritable instance de pilotage : redéfinir le rôle des membres, les sélectionner en fonction de leur degré d'implication, y intégrer des opérationnels, axer son fonctionnement autour de débats d'idées, nourris par des interventions d'experts et d'homologues.

Une coordination diversité sera mise en place, avec des animateurs diversité, pour enrichir et relayer la stratégie du Groupe, accompagner les patrons, les convaincre et les outiller individuellement, les aider à mettre en place des plans d'action en partant de leur problèmes, à l'aide du guide diversité pour l'action. Des indicateurs seront déterminés afin de suivre la mise en place de plans d'action. Une réflexion sur l'intégration de critères de diversité dans la rémunération variable des dirigeants sera initiée.

La volonté de VINCI est de faire en sorte que cette démarche Égalité des chances puisse s'appliquer dans tous les pays où le Groupe est présent, en s'appuyant sur des partenaires locaux et en s'inscrivant dans une logique territoriale.

Concernant les audits Égalités des chances, la volonté est de fabriquer une logique de réponses aux demandes spécifiques qui se font de plus nombreuses tout en facilitant et en organisant les demandes, du type formule d'audit territoriale ou multimétier

L'offre de formation « Diversité » sera revue. Le thème « Diversité » sera intégré dans l'ensemble des parcours de management existants, en mettant en place des formations qui donnent du sens à la démarche, axée sur des cas concrets, répondant aux difficultés du terrain, aboutissant à des plans d'action et adaptées aux différents profils : RH, dirigeant, manager intermédiaire, représentant du personnel. Un réseau de formateurs internes sera créé.

Finalement, une Conférence de presse sera organisée pour présenter le bilan des trois ans d'opération ainsi que le nouveau programme. Il est également prévu d'instaurer un cycle annuel de conférences sur l'égalité et la diversité via les Entretiens VINCI - *organisés tous les deux mois, les Entretiens VINCI regroupent une centaine de responsables, issus des différents métiers du Groupe, autour d'un invité de marque. Les intervenants et les sujets des Entretiens varient d'un rendez-vous à l'autre, et permettent de balayer des problématiques politiques, économiques ou sociales. Les Entretiens VINCI font partie, avec le Forum du Management, de l'Académie VINCI.* -

Protection de l'environnement

Les entreprises du groupe VINCI suivent les principes de Rio sur l'environnement et le développement.

VINCI a poursuivi en 2009 le déploiement de sa politique environnementale. Son dispositif de reporting couvre désormais la quasi-totalité de son chiffre d'affaires (91 %). Dans leur activité de construction comme d'exploitation, les sociétés de VINCI s'efforcent d'atteindre les meilleurs standards environnementaux. Le déploiement de systèmes de management environnemental, complémentaires des systèmes de management de la qualité, favorise une démarche d'amélioration continue dans ce domaine.

Le reporting environnemental de VINCI est porté par l'ensemble des entités du Groupe. Il utilise un outil informatique identique à celui utilisé pour le reporting financier et social et s'appuie sur un référentiel mixte inspiré des lignes directrices du Global Reporting Initiative (GRI) et déclinées pour les activités des sociétés de VINCI. Il comprend une soixantaine d'indicateurs quantitatifs portant sur les aspects environnementaux majeurs pour le Groupe : la consommation des ressources, les énergies, les émissions de gaz à effet de serre, les déchets et le recyclage, la certification, la formation et les incidents. Il est établi à partir des guides méthodologiques réactualisés et des procédures accessibles sur l'intranet du Groupe. Les données environnementales sont utilisées par les entreprises dans leurs tableaux de bord mensuels et sont consolidées annuellement au niveau du Groupe. L'année 2009 a été marquée par un renforcement à l'international du reporting environnemental et par davantage de contrôles intermédiaires.

L'audit des données environnementales par les commissaires aux comptes a été étendu à chacun des pôles de VINCI et à l'international et ont fait l'objet d'une double vérification externe par les commissaires aux comptes.

La direction de l'Audit de VINCI a mené en 2009 un travail d'évaluation exhaustive des risques dans les entités VINCI qui a été relayée auprès des directions administratives et financières des filiales. Cette analyse a permis de cartographier les risques liés au développement durable chez VINCI et de les relayer au plus haut niveau des directions opérationnelles pour action.

Concernant la maîtrise des risques environnementaux, les directions opérationnelles s'appuient sur un réseau de plus de 500 correspondants actifs qui font vivre la politique environnementale de VINCI au plus près des activités. Ils opèrent dans les directions de l'environnement ou du développement durable, voire dans les directions techniques, et facilitent la mise en œuvre de la politique environnementale. Le comité Développement durable du Groupe anime ce réseau, organise des groupes de travail techniques associant des experts de chaque pôle d'activité et coordonne l'action environnementale du Groupe. Avec des approches au niveau terrain comme au niveau national, ce réseau assure un dialogue permanent avec les parties prenantes.

Les formations, en 2009, ont mis l'accent sur la performance énergétique et les bilans carbone, l'attitude environnement sur les chantiers avec un accent sur la biodiversité, les risques environnementaux et la réglementation. Le nombre d'heures de formation conventionnées en environnement, qui avait plus que doublé entre 2007 et 2008, s'est relativement stabilisé en 2009 (- 7 %). L'effort de formation a surtout porté sur le pôle concessions, notamment en préparation du « paquet vert autoroutier ».

Formations à l'environnement

	Nombre d'heures conventionnées		
	2009	2008	2007
Concessions	3 199	1 554	1 058
VINCI Energies	3 713	3 824	1 153
Eurovia	19 614	15 302	11 222
VINCI Construction	13 784	22 910	7 449
Holdings et divers			
Total	40 310	43 590	20 882

7. Soutenir une approche préventive des défis environnementaux

VINCI cherche à systématiser la démarche d'écoconception afin de limiter les impacts de ses activités sur l'environnement tout en conservant ses qualités et ses performances globales. Cette démarche d'écoconception est relativement bien développée pour le bâtiment. Elle reste encore balbutiante pour l'étude de la mobilité ou celle des ensembles complexes comme les quartiers ou des territoires urbains complets. Le partenariat engagé entre VINCI et ParisTech dans le cadre de la chaire écoconception des ensembles bâtis et des infrastructures a vocation à produire ces outils et référentiels indispensables. En 2009, pour sa première année d'existence, la chaire a initié douze projets de recherche, associant une vingtaine de référents internes et a réalisé cinq conférences

La protection de la ressource en eau

Bien que les chantiers mettent en place de nombreux systèmes pour recycler l'eau, l'impact des activités de VINCI sur l'eau n'est pas tant dans l'épuisement de la ressource en eau que dans la maîtrise des eaux de rejet, en France comme à l'international. Les chantiers du contracting mettent en place un suivi des eaux de process pour ne pas laisser d'empreintes dans les bassins versants. 78 % des chantiers de VINCI Construction Grands Projets à travers le monde et 100 % en France ont ainsi un système spécifique de traitement des eaux de process.

L'enjeu est particulièrement important sur les autoroutes où 70 % du linéaire en service est équipé de dispositifs de protection de la ressource en eau. L'effort de modernisation des équipements pour les sections les plus anciennes se poursuit (réalisation de bassins, d'ouvrages de traitement des eaux en contact avec les chaussées, stations d'épuration à roseaux, réhabilitation des aires). La qualité des eaux rejetées est analysée chaque semestre.

Consommation d'eau (m³ d'eau achetée)

	2009	Périmètre
VINCI Autoroutes	939 281	Cofiroute, Escota, ASF
VINCI Concessions	148 983	Consortium Stade de France, VINCI Park
Total concessions	1 088 264	Cofiroute, Escota, ASF, Consortium Stade de France, VINCI Park
VINCI Energies	168 065	Toutes les entreprises de VINCI Energies en France et à l'international
Eurovia	Non disponible	
VINCI Construction	4 455 589	79 % de l'activité de VINCI Construction, incluant totalement ou partiellement VINCI Construction France, VINCI Construction Grands Projets, Entrepise Contracting, Soletanche Bachy, CFE, Freyssinet, VINCI plc
Holdings et divers	1 460	VINCI Immobilier

Eurovia a poursuivi en 2009 son programme de limitation des rejets dans l'eau, notamment sur la qualité des eaux d'exhaure des carrières. Par ailleurs, 72 % des aires de stationnement « poids lourds et engins de chantier » sont étanches (71 % en 2008), 90 % des aires de stationnement « véhicules légers/véhicules utilitaires » sont étanches (comme en 2008) et 64 % des aires étanches disposant d'un système de collecte des eaux sont raccordées à un séparateur à hydrocarbures entretenu (58 % en 2008).

La protection de la biodiversité

La structuration de la politique de VINCI en matière de biodiversité passe par le groupe de travail « Biodiversité », qui assure la veille réglementaire, l'expertise scientifique, la revue des risques et la mise en valeur des initiatives. En 2009, les échanges avec les spécialistes renommés (AgroParisTech, INRA, Muséum national d'histoire naturelle...) se sont multipliés à l'occasion de recherches portant sur les terrains d'expérimentation de VINCI. Pour le monde scientifique, la durée des activités du Groupe et la dimension des exploitations placent VINCI en position très utile pour observer les évolutions de la nature, sa préservation, sa régénération. Ce positionnement confère aux entreprises du Groupe la responsabilité d'agir en amont (études d'impacts, démarches de prévention...) afin de limiter les risques de fragilisation des milieux pendant l'exploitation. VINCI participe à certaines instances de concertation telles qu'Entreprises pour l'environnement ou la fondation Recherche pour la Biodiversité.

Afin de préparer l'année internationale de la biodiversité de 2010, VINCI a tenu une journée de conférences et d'échanges sur cette thématique dès juin 2009. L'expertise développée des expériences de terrain permet de contribuer à la constitution de la Trame verte et bleue lancée par le Grenelle de l'Environnement fin 2008 pour assurer la continuité territoriale de la diversité biologique en France. Le réseau en service de VINCI Autoroutes en 2009 compte plus de 529 passages animaux sauvages (529 en 2008, 478 en 2007) associés à 8 412 km de linéaire de clôtures faune (8 405 km en 2008, 8 194 en 2007) pour sa protection. Les installations pour la faune des autoroutes ouvertes en 2009 (A19 notamment) ne sont pas comptabilisées dans le reporting 2009 conformément à la méthodologie choisie.

2009 a vu l'accomplissement du projet de l'autoroute A89, située dans un milieu naturel extrêmement fragile, où ASF a établi avec les associations une concertation innovante : « Construire avec les écologistes ». Les associations de protection de la nature sont étroitement associées à la réalisation du projet, en formant toutes les équipes du chantier et en suivant les travaux de génie écologique. Ce type de collaboration a pour ambition de devenir la norme pour les projets VINCI.

Le 25 janvier 2010, les sociétés concessionnaires d'autoroutes, ASF, Cofiroute et Escota ont signé avec l'État des avenants à leurs contrats de concession pour mettre en œuvre la requalification environnementale de leurs réseaux. Les sociétés de VINCI Autoroutes investiront ainsi 750 millions d'euros sur les trois prochaines années pour améliorer les performances des sections autoroutières les plus anciennes de leur réseau en matière de protection de l'environnement. Ce « paquet vert autoroutier » s'organise autour d'actions précises, définies avec la direction des infrastructures de transport du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer, dans cinq domaines : la protection de la ressource en eau, la préservation de la biodiversité, la réduction des émissions de CO₂, l'écocorénoation des aires et les protections acoustiques.

Les activités réalisées par les sociétés de VINCI ont une incidence significative sur l'environnement, les paysages et l'habitat. Ces territoires artificialisés regroupent les espaces bâtis, les routes et les parkings, ainsi que les autres sols artificiels non bâtis (chantiers, décharges, carrières). L'intégration dans l'environnement et les conditions d'utilisation des sols sont suivies particulièrement dans les concessions autoroutières, qui comptent 18 245 hectares de patrimoine vert en 2009 (17 294 en 2008) et chez Eurovia

pour ses carrières. Ces derniers ont un savoir-faire en génie écologique sur le réaménagement des sites pour leur donner une seconde vie, riche du point de vue de la biodiversité, et reconstituer le cadre de vie local initial.

La gestion et la traçabilité des déchets

Les entreprises de VINCI cherchent à systématiser l'écoconception de leurs produits. Cela passe nécessairement par la limitation des déchets à la source, leur tri, leur traçabilité ultime, enfin leur valorisation pour en faire des ressources. La problématique des déchets touche particulièrement le contracting pour ses activités propres (déchets de chantier principalement), et les concessions pour la gestion des déchets des clients (parkings, autoroutes).

Les sociétés du contracting mettent en place sur leurs chantiers les plans de gestion des déchets en conformité avec les schémas de gestion locaux des déchets. Au Royaume-Uni, VINCI plc s'est inscrit dans l'engagement national à réduire de moitié les déchets envoyés en décharge entre 2005 et 2012. En 2009, VINCI plc a recyclé 57 % de ses déchets de chantier.

Le recyclage, priorité d'Eurovia depuis une vingtaine d'années, comme le développement de produits et procédés innovants utilisant moins de ressources naturelles et d'énergies connaissent un véritable essor. Eurovia dispose de 130 installations permettant de recycler la plupart des déchets issus de chantiers de construction. En 2009, la part des matériaux valorisés ou recyclés dans le monde représente 12,9 % de la production totale de matériaux (à comparer à 5 % pour la production nationale française), positionnant Eurovia comme leader européen de ce domaine.

Recyclage et valorisation chez Eurovia

	2009		2008		2007
	Monde	France	Monde	France	France
Pourcentage de réintroduction d'agrégats d'enrobés dans les enrobés	8,2	5,4	6,2	3,9	3,5
Production de matériaux recyclés (en tonnes)	7 430 978	5 558 704	8 175 000	6 816 000	7 025 000
dont recyclage de déblais de chantier (crautes d'enrobés, fraisats, bétons de démolition...) (en tonnes)	5 182 587	3 355 731	5 136 000	3 898 000	3 854 000
Pourcentage de la production de matériaux recyclés par rapport à la production totale de granulats	12,9	13,0	12,0	14,0	14,0
Pourcentage de la production de recyclage de déblais de chantier par rapport à la production totale de granulats	8,7	7,8	7,6	7,3	ND
Nombre de plates-formes de recyclage de déblais de chantier	132	88	130	90	89

Les sociétés de VINCI Autoroutes poursuivent le déploiement du tri sélectif et incitent leurs clients à adopter les bons gestes en faveur du tri des déchets sur les aires de son réseau par des campagnes de sensibilisation régulières. Tous les déchets sont triés et dirigés vers les filières externes de valorisation et le traitement est systématiquement tracé, notamment les déchets dangereux tels que les huiles de vidange.

Répartition des déchets sur le réseau de VINCI Autoroutes

(en tonnes)	2009	2008
Déchets de type ordures ménagères	7 843	8 399
Emballages triés sur les aires et valorisés	49	101
Verre trié sur les aires et valorisés	11	5
Déchets non dangereux triés et collectés, ordures ménagères inclus (clients + exploitation)	10 693	11 234
Déchets dangereux triés et collectés (clients + exploitation)	156	112
dont huiles usagées	35,3	33,5
Aires équipées pour le tri	14 %	14 %

8. Entreprendre des initiatives pour promouvoir une responsabilité environnementale plus grande

Quantification des émissions de gaz à effet de serre

VINCI a adopté dès 2007 une méthodologie commune de quantification des émissions de gaz à effet de serre de ses activités. La quantification s'appuie sur les données issues du reporting environnemental et reprend les périmètres ISO scopes 1 et 2 de la norme internationale ISO 14064, qui représentent les émissions directes et celles dues à l'achat d'énergie. En 2009, le scope retenu est le même que pour 2008.

2,15 millions de tonnes ont été émises en 2009 (2,4 millions en 2008 avec la méthode de consolidation à la quote-part).

VINCI multiplie les études et outils pour mieux quantifier et maîtriser les émissions selon l'ISO scope 3 (ou « émissions globales »). Les travaux portent sur l'échange avec l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur ainsi qu'avec d'autres entreprises du secteur dans des groupes de travail nationaux et internationaux.

Émissions de CO₂ activité de VINCI, ISO scopes 1 et 2

	Tonnes équ. CO ₂		Variation
	2009	2008	
Concessions	56 218	56 063	0 %
Contracting	2 098 212	2 339 209	(10 %)
VINCI Energies	112 512	113 643	(1 %)
Eurovia	1 068 804	1 225 085	(13 %)
VINCI Construction	916 896	1 000 481	(8 %)
Holdings et divers	130	148	(12 %)
Total	2 154 560	2 395 420	(10 %)

Données extrapolées pour couvrir 100 % du chiffre d'affaires de VINCI – Données 2008 corrigées pour prendre en compte la méthodologie de consolidation à la quote-part choisie pour 2009

Les diminutions des émissions de GES s'expliquent principalement par l'affinage des chiffres sur les pôles route et construction, par la variation de l'activité et par la mise en place de plans d'action de réduction des consommations énergétiques.

L'impact des législations nationales et européennes sur le carbone sur les activités de VINCI est relativement faible. VINCI compte ainsi une seule installation soumise au Plan national d'allocation des quotas (PNAQ) du mécanisme européen d'échange de quotas (voir page 107) et doit répondre au Carbon Reduction Commitment (CRC) en Grande-Bretagne. Ces nouvelles réglementations créent aussi des occasions pour VINCI de proposer des solutions « climat » à ses clients afin qu'ils réduisent leurs propres émissions de gaz à effet de serre.

Les leviers de réductions des émissions de gaz à effet de serre ne résident pas seulement dans l'activité des sociétés de VINCI, mais aussi dans l'utilisation des ouvrages par ses clients et leurs utilisateurs finaux : plus de 50 % des émissions de la vie d'un projet de ligne ferroviaire, 90 % pour un bâtiment et plus de 95 % pour une autoroute. Les outils développés par VINCI pour réaliser les bilans CO₂ des projets prennent en compte la phase d'utilisation pour comparer, dès le stade de la conception, les variantes techniques pouvant réduire les émissions lors de l'utilisation. Dans cette approche, le conseil au client final devient primordial : VINCI Autoroutes, par exemple, incite les conducteurs à « rouler plus cool » avec l'éco-comparateur de son site Internet et ainsi émettre moins de CO₂.

Émissions de CO₂ des sociétés de VINCI Autoroutes

	2009	2008	2007
Émissions ISO scopes 1 + 2 (tonnes équ. CO ₂)	42 722	41 779	42 445
Émissions des clients de l'autoroute (tonnes équ. CO ₂)	13 070 800	13 335 661	13 622 284

Les données sont relativement stables. La variation de + 2 % s'explique à la fois par le développement du réseau autoroutier VINCI (+ 62 km depuis 2007) qui augmente les émissions globales des clients et par le double effet de l'amélioration du parc automobile moyen français en termes d'émissions de GES et des mesures de gestion de trafic visant à réduire la congestion et à adopter une conduite apaisée.

La mesure des émissions de gaz à effet de serre et les actions entreprises pour les limiter ont été favorablement appréciées par les investisseurs. VINCI a confirmé en 2009 pour la troisième année de suite sa place de leader en stratégie climat en obtenant la note la plus élevée du groupe « construction et travaux publics » au Carbon Disclosure Project (CDP). Réalisé pour le compte de 475 investisseurs auprès des 500 plus grandes capitalisations boursières dans le monde, le CDP évalue la réactivité des grandes entreprises face aux enjeux du changement climatique. VINCI a intégré en 2009 le « Europe 300 Carbone Disclosure Leadership Index », qui regroupe les entreprises européennes dans les 10 % en tête du classement du CDP.

Partenariat VINCI – Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme

Depuis 6 ans, ASF est partenaire « Biodiversité » de la Fondation Nicolas Hulot (FNH) au travers d'une convention de mécénat. Celle-ci vient d'être renouvelée et étendue à l'ensemble des sociétés de VINCI Autoroutes pour la période 2010-2012.

Ce partenariat permet aux sociétés de VINCI Autoroutes de mener des actions de sensibilisation à la biodiversité, auprès des millions de clients qui fréquentent leurs réseaux, en bénéficiant de la caution et de l'expertise de la FNH. Les sociétés de VINCI Autoroutes s'appuieront également sur la Fondation pour valoriser leurs actions en faveur de la préservation de la biodiversité et de la constitution des « trames verte et bleue ».

Au cours de l'été 2010, dans le cadre de l'année de la biodiversité, les sociétés de VINCI Autoroutes inviteront leurs clients à découvrir la richesse de la faune peuplant les territoires traversés. Sur la carte routière des réseaux de VINCI Autoroutes, élaborée en collaboration avec la Fondation et distribuée lors des étapes estivales, les clients pourront ainsi retrouver 28 espèces animales, emblématiques et domestiques, présentes aux abords de nos autoroutes.

L'éco-conception dans l'activité de VINCI

La vision VINCI de l'éco-conception

La conviction de VINCI est qu'il est possible de concilier économie et développement durable grâce au recours systématique à l'éco-conception. VINCI travaille avec l'ensemble des acteurs de ses secteurs d'activités pour concevoir des ouvrages à tous les stades de leur cycle de vie : conception, réalisation, exploitation, maintenance, réhabilitation, déconstruction, démolition. Cette approche de long terme concerne en particulier les projets que VINCI réalise dans le cadre de concessions ou de partenariats publics-privés (PPP) sur des durées de plusieurs décennies. Les sociétés de VINCI revendiquent une approche des ouvrages par leur cycle de vie et par le développement d'outils d'éco-comparaison opposables permettant de mesurer les performances environnementales réelles.

VINCI a intensifié le processus de re-engineering environnemental de ses solutions constructives et de ses pratiques professionnelles, dans la perspective du renforcement des régulations publiques en Europe (lois Grenelle de l'Environnement en France, Carbon Reduction Commitment au Royaume-Uni). Le Groupe s'est fixé pour priorité de développer l'écoconception, en intégrant l'analyse du cycle de vie (ACV) des bâtiments et ouvrages. Cette démarche implique de responsabiliser les acteurs de la chaîne de valeur, en développant à la fois les échanges en amont de la filière de construction (fabricants de matériaux, architectes, urbanistes, cabinets d'ingénierie) et la prise en compte de l'utilisateur final lors de la conception des ouvrages.

VINCI élabore aussi des outils d'écocomparaison qui permettent d'optimiser la performance énergétique des bâtiments et de limiter l'empreinte environnementale des ouvrages. Dans le prolongement des instruments déjà développés par les filières métiers, le Groupe s'est doté d'un outil global qui peut s'appliquer à des projets complexes et permettre de proposer des variantes environnementales tant pour le cadre bâti que pour les infrastructures de transport.

Vers un contrat de confiance VINCI

Investi dans une démarche d'écoconception pour un développement durable, VINCI Construction France réalise des ouvrages respectueux de l'environnement. Cet engagement se concrétise en lançant une nouvelle offre d'écoconception appliquée aux bâtiments de logements et tertiaires : OXYGEN, l'éco-engagement de VINCI Construction France. OXYGEN, l'éco-engagement de VINCI Construction France est original et unique par la garantie de performances qu'il propose aux donneurs d'ordre. Grâce au partenariat de l'ensemble des parties prenantes, OXYGEN, l'éco-engagement de VINCI Construction France, vous assure la mise en place d'actions responsables, conduites depuis l'esquisse du projet jusqu'à la maîtrise du bâtiment par ses occupants.

Fortement articulée autour de la recherche d'une performance environnementale, l'offre se décline en 3 classes, suivant le niveau de consommation énergétique du bâtiment ainsi qu'en fonction de sa performance CO2 de construction et d'utilisation. De plus, chaque classe s'accompagne d'un bouquet d'engagements et de services :

	Thèmes	Volets	Classe de l'offre		
			Bronze	Argent	Or
1 Éco-projet	ENGAGEMENT PROJET ÉCO-PERFORMANT	Performance énergétique	B	P	TP
		Performance CO ₂	P	P	TP
		Empreinte environnementale	✓	✓	✓
2 Éco-production	ENGAGEMENT CHANTIER RESPONSABLE	Intégration à l'économie locale	✓	✓	✓
		Chantier respectueux	✓	✓	✓
		Entreprises responsables	✓	✓	✓
		Bilan CO ₂	✓	✓	✓
3 Éco-utilisation	ENGAGEMENT ACCOMPAGNEMENT DE L'UTILISATEUR	Information des occupants	✓	✓✓	✓✓✓
		Outil de pilotage	✓	✓✓	✓✓✓
		Carnet de santé	✓	✓	✓
Garantie de performances	ENGAGEMENT GARANTIE DE PERFORMANCES	Réception performancielle	✓	✓	✓
		Garantie	✓	✓✓	✓✓✓

9.

Au cours de la première année d'occupation et de fonctionnement du bâtiment, les performances du bâtiment sont mesurées in-situ et sont comparées aux performances évaluées au préalable. Cette étape de mesures performancielle permet ainsi de valider et garantir que, après élimination des écarts dus aux paramètres extérieurs, le projet réagit conformément à ce qui avait été annoncé, une originalité dans le domaine de la construction.

Parce qu'un engagement ne vaut que par la valeur qu'on lui donne, VINCI Construction France met en place un système de pénalité garantie par une caution bancaire en cas de non respect des objectifs fixés. Son montant sera déterminé à la signature du marché d'un commun accord entre VINCI et son client.

La prévention des incidents environnementaux

Chaque entité de VINCI a mis en place et maintient ses plans de prévention des incidents environnementaux en fonction des risques à prévenir. En 2009, VINCI Construction a édité et diffusé à tous les niveaux de l'entreprise son nouveau guide de format poche avec les consignes préventives, facile à avoir sur soi sur les chantiers. Au travers des clubs et comités transverses au Groupe, les responsables environnement échangent sur leurs pratiques et effectuent les retours d'expérience pour réduire au minimum les risques résiduels. En 2009, le nombre d'incidents environnementaux identifiés et considérés comme majeurs – c'est-à-dire ayant créé une pollution majeure – nécessitant l'intervention d'un expert externe et dont les conséquences s'étendent au-delà de l'emprise de l'entité, associant VINCI ou ses sous-traitants étaient au nombre de sept sur l'activité du contracting (cinq en France métropolitaine, un en

Europe de l'Est et un dans les Dom-Tom). Ils ont tous été traités conformément à la réglementation en vigueur. À cela, il faut ajouter six déversements de produits dangereux sur le réseau autoroutier français dus à des accidents de la route.

9. Encourager l'essor et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

VINCI crée la Chaire "Eco-conception des ensembles bâtis et des infrastructures"

VINCI met l'éco-conception au cœur de sa stratégie R&D. En association avec trois écoles du réseau ParisTech – Mines ParisTech, École des ponts et chaussées, Agro ParisTech – VINCI a signé, le 4 novembre 2008, la première chaire sur l'éco-conception des ensembles bâtis et infrastructures, pour une durée de cinq ans. Cette collaboration a pour vocation de faire avancer la science notamment en créant des outils de mesure opposables (labels, outils d'éco-évaluation...) et en les mettant à la disposition des acteurs de la ville (concepteurs, constructeurs et utilisateurs). En s'intégrant au cursus des élèves ingénieurs, et candidats au master et doctorants des trois écoles, elle contribuera à la formation de nombreux étudiants et au développement d'un noyau de chercheurs spécialistes, aussi bien du côté du réseau ParisTech que de VINCI. Les sujets de recherche de la Chaire se concentrent autour de trois grands axes : l'évaluation de la qualité environnementale des bâtiments et des quartiers (les éco-quartiers, la réhabilitation), la gestion des transports et l'évaluation de leurs impacts environnementaux (les analyses de cycles de vie des infrastructures, la biodiversité) et la régulation des usages des ensembles bâtis et des transports.

Les travaux de la Chaire visent à répondre à des questions variées telles que « quelle forme urbaine pour attirer et retenir la biodiversité ? », « comment optimiser le programme de rénovation de parcs de bâtiments ? » ou « comment passer de l'analyse de cycle de vie du bâtiment à celui d'un quartier ? ».

La Fabrique de la Cité

La Fabrique de la Cité née d'une volonté du groupe VINCI d'enrichir sa réflexion des analyses et propositions d'experts et de responsables, publics ou privés, engagés dans les politiques de la ville. Les 190 000 salariés et les 2 500 entreprises qui constituent le Groupe VINCI à travers une centaines de pays participent chaque jour à la construction, à l'aménagement et à la gestion de nos villes. Du tracé des routes à la concession des ouvrages, de la construction des quartiers à leur éclairage, le caractère transversal de notre action sur la ville rend évident un besoin de réflexion en amont sur les problématiques urbaines. Bien sûr, VINCI mène un travail de recherche-développement et d'innovation. Bien sûr VINCI a des idées et réfléchit sur l'évolution des formes urbaines. La Fabrique a vocation à aller au-delà de nos seules expertises pour être un carrefour des cultures et des pratiques, pour produire une réflexion concrète et imaginer dès aujourd'hui la ville de demain.

Au service de la ville, ses différentes entités conçoivent au quotidien des solutions innovantes en matière de développement et de mobilité. Elles inventent notamment des constructions à haute qualité environnementale, des infrastructures de transport respectueuses du cadre de vie et des solutions complémentaires à l'usage de la voiture en ville. Pour autant, l'approche d'entrepreneur innovant ne saurait suffire pour répondre aux interrogations suscitées par l'avenir de la cité. La confrontation des idées et des expériences est indispensable. La Fabrique de la Cité a pour ambition d'alimenter les réflexions sur l'innovation urbaine en confrontant les idées d'experts et d'entrepreneurs. Plus largement, son action vise à valoriser les initiatives pionnières en suscitant l'échange entre ceux qui réfléchissent à l'avenir de la ville.

La Fabrique de la Cité a choisi d'orienter ses travaux autour de deux axes de recherche : la mobilité durable et l'éco-urbanisme.

La Fabrique de la Cité organise chaque année un séminaire thématique qui rassemble une soixantaine de personnes (universitaires, élus, fonctionnaires, chefs d'entreprises, représentants de la société civile, cadres du groupe VINCI...) pour débattre et échanger sur un sujet déterminé. Ce séminaire a dimension internationale, est organisé dans une capitale européenne. La Fabrique de la Cité a organisé son troisième séminaire en 2010, à Hambourg, sur le thème « La ville est vivante » : En complément de ce rendez-vous annuel, la Fabrique de la Cité organise des matinées sous forme de petits-déjeuners ou d'entretiens autour de grands témoins. Ces rencontres ont lieu à Paris ou dans les grandes capitales régionales. Le contenu de chaque séminaire et matinée est publié sous forme d'actes et de synthèse. Finalement, le site internet de la Fabrique de la Cité (www.fabriquedelacite.com) est conçu comme un centre de d'informations. Il rassemble

en ligne des contributions (articles, travaux de recherche...) des membres de la Fabrique et centralise les travaux réalisés par les équipes de VINCI afin d'alimenter les débats.

Lutte anti-corruption

10. Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

En 2010, en complément des directives du Directeurs Général, VINCI s'est doté d'une charte éthique et bons comportements qui s'articule autour de trois parties : nos convictions, nos engagements et nos règles. Cette charte est à destination des managers du Groupe et traite des comportements en terme environnementaux sociaux et économiques. Il est également inclus dans cette charte éthique et bons comportements les règles de conduite concernant la lutte contre la corruption.

Chaque entité du groupe VINCI a la responsabilité de mettre en œuvre les présentes règles d'éthique de la Charte, en fonction des contraintes et spécificités de son activité ou de son implantation géographique. Le respect et l'application de ces règles s'imposent à tous les collaborateurs, selon leurs fonctions et responsabilités. Chacun doit être vigilant en ce qui le concerne mais aussi dans son entourage, au sein de son équipe ou à l'égard des personnes placées sous sa responsabilité.

Si un collaborateur estime qu'une disposition légale ou réglementaire, ou que les présentes règles de la Charte ne sont pas respectées ou sont sur le point de ne pas l'être, il doit en informer dans les meilleurs délais son supérieur hiérarchique. En cas de doute, les services juridiques ou des ressources humaines, ainsi qu'éventuellement des conseils externes, sont consultés. Le collaborateur peut également utiliser le dispositif d'alerte professionnelle du Groupe dans le respect de la loi et des règles applicables au pays dans lequel il réside ou exerce ses activités et ce, dans les domaines de la corruption et des irrégularités en matière comptable ou financière, conformément à l'autorisation unique délivrée par la CNIL par délibération n° 2005-305 du 8 décembre 2005. La procédure d'alerte est destinée au seul cas où le collaborateur considère qu'une information vers son supérieur hiérarchique peut présenter des difficultés ou ne paraît pas donner lieu au suivi approprié. Dans ce cas, le collaborateur peut saisir le référent éthique, qui traitera le sujet en s'appuyant sur les compétences du Groupe. Tout sera mis en œuvre pour respecter le désir de confidentialité émis par les collaborateurs. VINCI s'engage à ce qu'aucun collaborateur ne subisse de changement de statut, harcèlement ou autre forme de discrimination du fait de la saisine du référent éthique ou de la fourniture d'informations de bonne foi.

Il est rappelé que les présentes règles, qui ont été examinées et approuvées par le comité Exécutif de VINCI, sont impératives, et que nul au sein du Groupe ne peut s'en affranchir, quel que soit son niveau hiérarchique. Tout éventuel non-respect de ces règles par un collaborateur constituerait une faute et pourrait faire l'objet de la part de son employeur au sein du Groupe de sanctions et poursuites appropriées, conformément au droit applicable au collaborateur concerné. De telles sanctions pourraient notamment, dans le respect du droit applicable, inclure le licenciement pour faute et des demandes de dommages et intérêts à l'initiative de VINCI, même si le non-respect des règles était détecté par le Groupe lui-même dans le cadre d'un contrôle interne. En cas de question ou de difficulté concernant les présentes règles et leur mise en œuvre au sein du Groupe, il convient de contacter à titre confidentiel le référent éthique.

Contrôle interne

Les travaux effectués antérieurement à 2009 :

VINCI a initié dès 2003 une série d'actions destinées à renforcer la qualité du contrôle interne et la gestion des risques du Groupe, sans remettre en cause les principes et caractéristiques de son organisation managériale, laquelle conjugue, dans un cadre décentralisé, culture d'entrepreneurs, autonomie des responsables opérationnels, transparence, loyauté et fonctionnement en réseau.

L'identification des principaux risques et des contrôles associés menée en 2003 et 2004 a permis de déterminer les processus critiques devant faire l'objet d'une évaluation sous l'angle du contrôle interne. Dans ce cadre, le processus des prises d'affaires est apparu comme prioritaire. Par ailleurs, des actions portant sur l'amélioration de l'environnement, l'organisation et les procédures du contrôle interne ont été lancées et poursuivies, en particulier :

- déclinaison des directives générales du directeur général (voir paragraphe 4.2) auprès des différents responsables opérationnels et fonctionnels des pôles, en France et à l'étranger ;
- harmonisation et perfectionnement de la formalisation de certaines procédures (par la création de groupes de travail et de moyens spécifiques dédiés), concernant notamment le holding (trésorerie, comptabilité) et Eurovia (refonte des procédures opérationnelles). En outre, les procédures holding ont été rendues disponibles sur l'intranet Groupe.

Évaluation du contrôle interne

Les enquêtes annuelles d'auto-évaluation visant à apprécier la qualité du contrôle interne au titre de la loi de sécurité financière ont porté sur un nombre croissant d'entités du Groupe, passant de 193 entités en 2005 à 261 en 2008.

Les questionnaires d'auto-évaluation regroupant 120 questions environ ont porté sur les thèmes suivants : activités de contrôle sur les opérations et suivi des affaires ; activités de contrôle sur l'information financière ; environnement de contrôle et évaluation des risques. En 2007, les questionnaires ont été revus par un comité d'experts des pôles et du holding à la lumière des résultats des enquêtes précédentes et des recommandations émises en janvier 2007 par l'AMF.

Pour compléter la conformité avec les recommandations de l'AMF, le président du Conseil d'administration a répondu à un questionnaire spécifique relatif aux sujets relevant uniquement de sa fonction.

Systèmes d'information

Une campagne d'évaluation du fonctionnement des systèmes d'information a été menée en 2006 auprès de 13 entités situées en France métropolitaine, formant un échantillon représentatif. Celles-ci ont répondu à un questionnaire d'auto-évaluation sur les thèmes : environnement, logiciels et matériels ; exploitation, sécurité des systèmes d'information.

Par ailleurs, un diagnostic des systèmes d'information liés à la production de l'information financière et comptable a été lancé fin 2007 sur 17 pôles ou sous-pôles du Groupe établis en France, dans la continuité des travaux menés en 2006, avec l'appui de spécialistes extérieurs. Cette mission, pilotée par les directions de l'Audit et Informatique du holding, a débouché sur l'établissement de rapports d'audit diffusés aux entités concernées en juillet 2008. Une synthèse de l'évaluation et des recommandations a été présentée au comité des Comptes. Faisant suite à ces recommandations, des plans d'action ont été établis par les entités concernées au cours de l'été 2008. La campagne d'évaluation des systèmes d'information pour les filiales basées hors de France métropolitaine a été lancée fin 2008.

Les travaux effectués en 2009

Les questionnaires d'évaluation de la qualité du contrôle interne dans le Groupe ont été mis à jour pour intégrer les nouvelles dispositions législatives (loi DDAC et ordonnance du 8 décembre 2008). L'enquête annuelle a porté sur 257 entités (dont 37 à l'international) représentant 52 % de l'activité consolidée du Groupe. Le questionnaire comportait 130 questions pour les entités opérationnelles (248 entités interrogées) et 73 questions pour les holdings (9 entités consultées). L'analyse des réponses a été effectuée par la direction de l'Audit du holding. Une synthèse a fait l'objet d'une présentation au comité des Comptes. Comme en 2008, un questionnaire spécifique a été adressé au président du Conseil d'administration pour les sujets relevant de sa seule fonction.

L'enquête d'auto-évaluation des systèmes d'information pour les filiales basées hors de France métropolitaine a fait l'objet d'un rapport présenté au comité des Comptes. Une revue de l'avancement des

plans d'action résultant des audits des systèmes d'information des filiales françaises a été effectuée par la direction de l'Audit.

La gestion des risques a constitué un axe de travail important pour l'ensemble du Groupe en 2009 :

- mise au point par la direction de l'Audit avec les pôles de matrices de risques correspondant aux différents métiers : contracting, concessions, immobilier ;
- évaluation de ces risques de façon homogène conformément au guide méthodologique décrit au paragraphe 3 du présent chapitre par les pôles et divisions ;
- établissement par la direction de l'Audit de cartographies et de notes de synthèse présentées au comité des Comptes ;
- établissement de grilles de risques permettant une présentation et une évaluation homogène lors des comités des risques ainsi que leur suivi lors des comités financiers et recalages budgétaires.

En complément à ces dispositions communes, des actions spécifiques ont été menées dans les différentes composantes du Groupe.

Chez VINCI Construction, compte tenu de sa taille et de la diversité de ses métiers, les fonctions de contrôle de gestion et d'audit interne sont exercées au niveau des différentes divisions. Le holding du pôle construction, qui dispose d'équipes réduites, a pour missions de définir les règles communes, dérivées de celles du Groupe mais adaptées aux spécificités des métiers, de suivre les programmes relatifs au contrôle interne (y compris la mise en place de nouveaux outils informatiques ou de nouvelles procédures) établis par les divisions, de s'assurer de leur cohérence et de leur avancement et enfin de déclencher des audits.

Les divisions du pôle construction sont : VINCI Construction France, VINCI Construction Grands Projets, VINCI Construction Filiales Internationales, Soletanche Freyssinet, Entrepose Contracting , VINCI plc (Royaume-Uni), CFE (Belgique).

Chez VINCI Construction France, le remplacement des systèmes de gestion financière et comptable lancé en 2006 s'est poursuivi en 2009, afin d'aboutir à la mise en œuvre d'un outil informatique unique, Magellan, qui améliorera le contrôle interne. En parallèle, deux missions d'audit interne concernant l'application des procédures ainsi que les comptes comptables et de gestion de chantiers ont été réalisées en 2009 dans les directions déléguées suivantes : Grands Travaux (Dodin-Campenon), Nord (contrats de maintenance).

Soletanche Freyssinet, qui a été constitué en décembre 2008, a focalisé ses efforts sur l'harmonisation de ses systèmes de consolidation et de reporting Groupe, les systèmes de contrôle de gestion restant spécifiques à chaque métier. La mise à jour des délégations en conformité avec la nouvelle organisation a été lancée dans la division composée de Freyssinet, Nuvia, Terre Armee, Menard, un effort similaire devant être entrepris chez Soletanche Bachy en 2010. Des actions particulières de contrôle ont été menées concernant les processus de suivi de projets dans certaines filiales étrangères, la procédure de suivi des risques de change (déploiement en cours chez Soletanche Bachy).

VINCI plc (Royaume-Uni) a mis à jour le manuel des politiques et procédures destiné aux cadres dirigeants (VINCI plc Directors' and Senior Executives' Policies and Procedures Manual). L'intégration des systèmes des sociétés nouvellement acquises (Taylor Woodrow Construction, Gordon Durham, Stradform et Haymills) dans ceux de VINCI plc est achevée pour une large part. Le projet de refonte lancé en 2007 de son système de gestion et de contrôle interne, conduit par une équipe pluridisciplinaire (Finance Leadership Team), a été poursuivi en 2009 avec la conception d'un nouveau système de gestion (Coins). Sa mise en place a commencé début octobre 2009 chez VCUK Building division.

VINCI Construction Grands Projets a mené 28 missions de contrôle sur ses chantiers, en privilégiant les projets en phase de démarrage et les projets présentant des aléas de réalisation plus importants. À chaque fois, la revue a porté sur les aspects comptabilité, budget, trésorerie, ainsi que sur les aléas. En complément à ces missions internes, deux audits ont été menés conjointement avec les commissaires aux comptes. Lancé en 2008, le programme de formation interne Team Grands Projets, visant la consolidation des bonnes pratiques et la maîtrise des risques techniques et organisationnels par les responsables de projets, s'est poursuivi en 2009.

VINCI Construction Filiales Internationales a poursuivi le déploiement de son système de management structurant (Probox) au sein de la division Europe, selon ses trois piliers : la mise à jour et l'appropriation en

particulier grâce à la traduction dans toutes les langues utilisées du manuel des règles de base devant être appliquées dans toutes les filiales (les Rules), la formation sur le logiciel commun de suivi de chantier (Pégase), la diffusion et la mise en œuvre des reporting sheets. Enfin, VCFI a mené, en 2009, 24 missions d'audit réparties sur l'Afrique et l'Europe.

Entrepose Contracting, en tant que société cotée au SBF, établit son propre rapport sur le contrôle interne.

De son côté, VINCI Energies a poursuivi les actions entamées lors des exercices précédents ; ainsi, une campagne d'auto-évaluation centrée sur les processus prise d'affaires, chiffrage des offres et immobilisations et investissements a été réalisée sur tous les centres de profit en activité, soit 703. Par ailleurs, un questionnaire complet d'auto-évaluation (250 questions) a été rempli par les nouvelles entreprises ou celles intégrant un nouveau dirigeant (129 en tout). En outre, en 2009, 196 actions de revue de contrôle interne et d'audit comptable ont été menées.

En 2009, Eurovia a procédé au déploiement de son système de management Eurovia (SME), unifiant ainsi l'ensemble des entités en France et à l'international avec une mise en ligne de ce système sur intranet début 2009 en français et en anglais. Le Royaume-Uni, la République tchèque, la Slovaquie, ainsi que le Canada ont mis en adéquation leur système de management avec celui du Groupe. La démarche est initiée en Allemagne, aux États-Unis, ainsi qu'en Espagne. L'ensemble de l'activité en France et l'essentiel de l'activité internationale sont ainsi couverts, assurant une plus forte homogénéité du traitement des données comptables, financières et de gestion, et une transparence plus grande, ce qui rend encore plus aisée leur analyse et permet un contrôle plus simple et systématique.

Plusieurs mesures visant à renforcer la sécurité des systèmes d'information ont été mises en œuvre : création d'un poste de responsable de la sécurité des systèmes d'information, mise en place d'un plan de reprise d'activité aux États-Unis, mise en place d'un dispositif performant de sauvegarde des serveurs locaux, déploiement des systèmes d'information Groupe, Kheops chez Eurovia Travaux Ferroviaires (ETF), Signature et la Délégation Espagne, ainsi que l'implantation d'Ermès, progiciel d'Eurovia adapté aux entités de petite taille, en Nouvelle-Calédonie, Polynésie et Croatie. Le service d'audit interne du pôle a réalisé 25 missions en 2009 en France et à l'étranger.

VINCI Concessions a connu en 2008 et 2009 une croissance du nombre de sociétés gérées, VINCI Concessions s'est donc attaché à mettre en place pour celles-ci les structures organisationnelles et le reporting assurant un contrôle interne efficace. En 2009, l'effort a porté sur Le Mans Stadium SAS ainsi que sur les autoroutes A5 en Allemagne et R1 en Slovaquie. La mise en œuvre du contrôle interne reste du ressort des sociétés de ce pôle, dont les principales actions sont résumées ci-après.

Cofiroute a déployé une politique globale de sécurisation des systèmes d'information basée sur les normes ISO 27001 et 27002. La mise en place d'un plan de secours informatique s'est inscrite dans cette démarche. La lutte contre la fraude au péage a été harmonisée avec la nomination d'un responsable central. Par ailleurs, l'audit des sous-concessionnaires commencé en 2008 s'est poursuivi en 2009.

ASF a finalisé en octobre 2009 sa politique de sécurité-sûreté au péage, destinée à assurer la protection des biens, des équipements et des personnes. De nouvelles mesures d'exploitation ont également été adoptées afin d'améliorer encore la sécurité des clients et des salariés sur l'ensemble du réseau ASF.

Escota a poursuivi en 2009 sa démarche de maîtrise des risques initiée fin 2007 et dont la première phase (cartographie) s'est achevée en 2008. Un logiciel de gestion des risques a été mis en œuvre afin de servir de support au dispositif. En outre, des actions visant la sécurité des systèmes d'information ont été initiées. Trois missions d'audit ont été effectuées. Elles concernent la chaîne d'information péage, le traitement des réclamations clientèle et le transport de matières dangereuses.

En 2009, une centaine de missions ont été réalisées chez VINCI Park afin de s'assurer du respect des procédures d'exploitation de ses parkings, avec un accent mis sur le contrôle des encaissements en espèces. De façon plus générale, un audit externe a été mené au deuxième semestre 2009 sur les procédures de consolidation de VINCI Park. Un plan de progrès a été mis en place aux USA chez LAZ Parking (détenue à 50 %) pour l'amélioration de la qualité de l'information, des processus et du niveau de contrôle sur les opérations (renforcement de l'équipe d'audit interne, nomination d'un nouveau directeur financier, nouveau système d'information au premier semestre 2010).

VINCI Immobilier s'est attaché à développer en 2009 ses outils relatifs aux reportings hebdomadaires d'indicateurs avancés, visant une meilleure réactivité à l'information relative aux contrats de

commercialisation et aux ventes. En liaison avec la direction de l'Audit, VINCI Immobilier a mené une réflexion sur les risques spécifiques de son métier et établi la cartographie correspondante. Cette analyse a conduit à renforcer sa procédure de contrôle des engagements, ainsi que celle de sélection et notation des entreprises sous-traitantes, en y intégrant le développement d'un logiciel de pilotage et contrôle des études amont. En 2009, trois revues de contrôle interne portant sur l'ensemble des affaires en cours ont été réalisées.

Les travaux à effectuer en 2010 et au-delà

VINCI s'efforce de continuer à améliorer l'organisation du contrôle interne au sein du Groupe, tout en maintenant des structures de commandement légères, tant au niveau du holding qu'à celui des pôles.

Les objectifs suivants seront poursuivis :

- suivre l'évolution de l'environnement réglementaire ;
- accompagner la diffusion de la Charte éthique et de comportement ;
- s'assurer de la bonne diffusion des règles et procédures du Groupe ;
- maintenir les principes de gestion des principaux risques ;
- garantir une information financière de bonne qualité.

Dans ce cadre, le questionnaire de l'enquête d'auto-évaluation du contrôle interne sera refondu, en relation avec les risques identifiés dans la cartographie.

De plus, en 2010, parmi les axes prioritaires d'améliorations identifiés par l'ensemble des pôles figurent :

- la poursuite de l'application de la démarche générale de gestion des risques ;
- la poursuite de la formalisation des règles de contrôle interne dans les pôles ou leurs principales entités, afin de disposer de référentiels complets, adaptés aux divers métiers ;
- la poursuite du déploiement à l'intérieur de chaque pôle des outils de gestion communs et notamment dans les filiales étrangères ;
- l'intégration des entités acquises en 2009 et en cours d'année 2010, c'est-à-dire le déploiement des procédures et moyens communs au Groupe et à ceux du pôle, afin d'y diffuser la culture du contrôle interne du Groupe avec ses outils et pratiques.

Litiges et arbitrages

Les sociétés qui font partie du groupe VINCI sont parfois impliquées dans des litiges relevant du cours normal de leurs activités. Les risques y afférant ont été évalués par VINCI et ses filiales concernées en fonction de leur connaissance des dossiers et font l'objet de provisions déterminées en conséquence.

Les principaux litiges qui ont pris fin au cours de l'exercice 2009 sont les suivants :

· La SNCF a saisi le tribunal administratif de Paris en 1997 de multiples requêtes dirigées contre de nombreuses entreprises de construction, dont plusieurs filiales du Groupe, ayant pour objet le versement d'indemnités compensant un préjudice qu'elle estime avoir subi lors de la conclusion, entre 1987 et 1990, de marchés relatifs à la construction des lignes du TGV Nord, du TGV Rhône-Alpes et de leur interconnexion. Cette demande faisait suite à la condamnation des entreprises concernées par le Conseil de la concurrence en 1995, que la cour d'appel de Paris avait globalement confirmée. Le tribunal administratif de Paris, après avoir, dans le cadre de deux de ces requêtes, considéré en décembre 1998 que les manœuvres anticoncurrentielles constatées par le Conseil de la concurrence permettaient à la SNCF de soutenir que son consentement aurait été vicié lors de la passation des marchés concernés, a ordonné des mesures d'expertise pour en mesurer l'incidence. Les entreprises s'étaient pourvues en cassation contre cette décision mais le Conseil d'État, par un arrêt du 19 décembre 2007, a rejeté leurs demandes. En 2005, l'expert commis par le tribunal administratif de Paris a rendu deux rapports concluant à l'existence de surcoûts pour la SNCF sensiblement inférieurs au montant de ses réclamations. Le tribunal administratif de Paris a rendu le 27 mars 2009 une série de décisions condamnant les entreprises membres de groupements titulaires de marchés relatifs à ces travaux à payer diverses sommes totalisant 90 millions d'euros en principal plus des intérêts au taux légal. Les entreprises ont interjeté appel de ces jugements. Le 21 octobre 2009, les entreprises et la SNCF ont conclu une transaction mettant définitivement fin à cette procédure.

· Dans le cadre du litige opposant VINCI à M. Antoine Zacharias, ancien président de VINCI, devant le tribunal de commerce de Nanterre, aux termes duquel ce dernier revendiquait le droit d'exercer

la totalité des droits à options sur actions qui lui avaient été consentis antérieurement par la Société malgré la cessation de ses mandats au sein du groupe VINCI et sollicitait, à titre subsidiaire, le versement d'une indemnité de 81 millions d'euros, sauf à parfaire, en réparation de la perte de chance d'acquiescer ses droits d'options ainsi qu'un euro de dommages et intérêts au titre de son préjudice moral, le tribunal a rendu le 30 mai 2008 un jugement le déboutant de cette demande. M. Zacharias a interjeté appel de cette décision. La cour d'appel de Versailles a rendu le 29 octobre 2009 un arrêt confirmant la décision du tribunal de commerce.

Les principaux litiges en cours à la date du présent document sont les suivants :

- Le 23 mai 2004, une partie des coques (superstructures) de la jetée de l'aérogare 2E de l'aéroport de Roissy s'est effondrée. Cet ouvrage avait été réalisé pour le compte d'Aéroports de Paris qui, dans le cadre de ce projet, combinait les qualités de maître d'ouvrage, d'architecte et de maître d'œuvre. Les travaux de construction de l'aérogare 2E avaient été réalisés en de multiples lots séparés par de nombreuses entreprises. Les coques (superstructures) de la jetée ont été construites par un groupement constitué de plusieurs sociétés aujourd'hui filiales de VINCI. Ce sinistre a fait l'objet d'une procédure d'expertise judiciaire dont l'objet était de déterminer les causes de l'effondrement et d'apprécier les préjudices subis. Les experts ont remis au tribunal un rapport d'expertise le 30 juin 2009, dans lequel ils estiment que la responsabilité du sinistre incombe à Aéroports de Paris à hauteur de 51 à 55 %, au groupement d'entreprises ayant réalisé les coques (sociétés du groupe VINCI) à hauteur de 36 à 40 % et au bureau de contrôle Veritas à hauteur de 8 à 10 %. Les travaux de reconstruction de l'ouvrage ont d'ores et déjà été pris en charge par la compagnie d'assurance qui garantissait cet ouvrage pour le compte du maître d'ouvrage. Les experts ont évalué à une somme de l'ordre de 144 millions d'euros les pertes d'exploitation consécutives à ce sinistre. Par ailleurs, une instruction pénale a été ouverte à la suite de l'effondrement. Le Groupe estime, en l'état actuel du dossier, que ce sinistre n'aura pas d'incidence défavorable significative sur sa situation financière.

- CBC, filiale de VINCI, a construit pour le compte d'Intertour, dont elle détenait une partie du capital, un hôtel à Bratislava (Slovaquie). Le financement de cette opération a été effectué sous forme de billets à ordre émis par Intertour et escomptés sans recours par CBC auprès d'une banque française, elle-même contre-garantie par des établissements financiers étrangers. Par suite du défaut de paiement d'Intertour, la VTB Bank France a assigné CBC en vue d'obtenir sa condamnation à régler une somme de 24 millions d'euros à titre de dommages et intérêts, sur le fondement d'une responsabilité alléguée dans la nullité des garanties émises par les établissements financiers étrangers au profit de cette banque française. Cette demande a été rejetée par le tribunal de commerce de Paris par jugement du 13 mars 2009. La banque VTB Bank France a interjeté appel de cette décision. Le Groupe ne s'attend pas, en l'état actuel du dossier, à une incidence significative de ce contentieux sur sa situation financière.

- La région Île-de-France a saisi le 12 février 2010 le tribunal de grande instance de Paris d'une demande ayant pour objet la condamnation de 15 entreprises, dont plusieurs font partie du groupe VINCI, et de onze personnes physiques dont certaines sont ou ont été des collaborateurs du groupe VINCI, à lui payer une somme de 358 millions d'euros majorée d'intérêts à compter du 7 juillet 1997. Le conseil régional d'Île-de-France avait, le 23 mai 2008, saisi le tribunal de grande instance de Paris d'une demande en référé ayant pour objet l'allocation d'une provision de 76 millions d'euros mais sa demande avait été rejetée par le tribunal par décision du 15 janvier 2009. La démarche de la région Île-de-France fait suite à l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris du 27 février 2007, condamnant diverses personnes physiques pour délit d'entente, et à la décision rendue le 9 mai 2007 par le Conseil de la concurrence et l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris le 3 juillet 2008, condamnant les entreprises à des sanctions pour pratiques anticoncurrentielles commises entre 1991 et 1996 dans le cadre du programme de rénovation des établissements scolaires du second degré de la région Île-de-France. L'arrêt de la cour d'appel de Paris du 3 juillet 2008 a fait l'objet d'un pourvoi en cassation qui a été rejeté par un arrêt en date du 13 octobre 2009. Au 31 décembre 2009, le Groupe a traité ce risque comme un passif éventuel qu'il n'est pas en mesure de chiffrer.

- Un recours avait été formulé devant le Conseil d'État par des associations contre les actes administratifs ayant fondé l'attribution à ASF de la section Balbigny – La Tour de Salvagny de l'autoroute A89 et ce, nonobstant les dispositions de la loi n° 2006-241 du 1er mars 2006. Par arrêt du 8 avril 2009, le Conseil d'État a rejeté ce recours. L'association Alcala a saisi le Conseil d'État le 14 avril 2009 d'un recours contre

cet arrêt mais sa demande a été rejetée par le Conseil d'État.

La commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers a notifié à VINCI, le 23 février 2009, une décision de sanction d'un montant de 800 000 euros pour non-respect d'une obligation d'abstention dans le cadre de son programme de rachat d'actions, portant sur la période du 20 janvier au 3 février 2005. VINCI a interjeté appel de cette décision. La Cour d'appel de Paris a, par arrêt du 23 février 2010, confirmé la décision de l'Autorité des marchés Financiers. Par ailleurs, M. Antoine Zacharias, ancien président de VINCI, a été cité à comparaître les 25 et 26 mars 2010 devant le Tribunal correctionnel de Nanterre pour y répondre d'un délit d'abus de biens sociaux, suite à la plainte déposée par un actionnaire individuel de VINCI. La Société s'est constituée partie civile dans cette procédure.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre litige ou arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière de la Société ou du Groupe.